



ENJEUX ET DÉFIS ACTUELS DU PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION DU TOGO

**Exposé de
Monsieur Angelo AKAKPO
Coordinateur du CRD-TOGO, Chargé de la Stratégie, la
Prospective et des Affaires juridiques
Université populaire du CRD-TOGO
Bruxelles, Belgique,
04 octobre 2014**

Mesdames et Messieurs les Etudiantes et Etudiants de l'Université Populaire
du CRD-TOGO ;

Chers Sœurs et Frères de la Diaspora togolaise ;

Chers Sœurs et Frères membres du CRD-TOGO et du Mouvement
KEKELI ;

Chers membres de la Coordination du CRD-TOGO ;

Chers invités et Amis du Togo ;

C'est à la fois un grand honneur et un plaisir d'être présent aujourd'hui à l'Université Populaire du CRD-TOGO à Bruxelles.

Depuis la Rencontre Citoyenne de Brême des 16 et 17 novembre 2013 en Allemagne, beaucoup de choses se sont passées. Nous avons parlé, Chers Sœurs et Frères, des maux dont souffre le Togo. Chacun le sait, ils sont nombreux. Cela repose sur des réalités difficiles et parfois angoissantes. La crise togolaise est d'abord une triple crise éthique, identitaire et managériale avant d'être une crise économique. Elle s'aggrave sans cesse. Vous savez que le processus de démocratisation de notre pays est actuellement paralysé suite à l'absence de consensus sur les réformes constitutionnelles au sein de la classe politique. Vous savez que les partis politiques au pouvoir, et ceux de l'opposition démocratique se préparent encore pour appeler le peuple togolais à participer prochainement à l'élection présidentielle censée se tenir à la fin du premier trimestre 2015. Vous savez que la cherté de la vie au Togo plonge nos populations dans une indicible misère. Vous savez que le Commandant Olivier AMAH, président d'ASVITTO et membre du CST, a pris le 16 septembre dernier le chemin de l'exil, et que les églises catholique, protestante et méthodiste du Togo viennent de rendre publique le 01 octobre 2014 une lettre pastorale appelant le pouvoir de Lomé à entreprendre les réformes constitutionnelles et politiques avant la tenue de la présidentielle de 2015. Bref, la psychose est bien là avec la perspective du cycle infernal « élection-contestation/violence-dialogue » tandis que la population se meurt.

C'est ce qui justifie la thématique sur les enjeux et défis actuels du processus de démocratisation du Togo dont nous voudrions aujourd'hui vous entretenir sommairement.

Vu que nous sommes bien installés dans une salle d'université populaire, nous n'allons pas faire l'économie de quelques références théoriques dans notre exposé.

Le terme « enjeu » désigne ce que l'on peut gagner ou perdre dans

une compétition ou dans un défi. Ce dernier sous-entend une incitation à la réalisation d'une chose difficile. Dès lors, se pose la question fondamentale de savoir quels sont les gains qu'emportent la démocratisation du Togo, et quels sont les principaux obstacles actuels à surmonter avant d'y aboutir ?

Pour répondre à cette interrogation, il nous paraît ici utile de définir d'abord le terme « démocratie » afin de mieux appréhender l'adéquation de la nature de la lutte politique actuellement menée au Togo via les partis politiques, qu'ils soient du pouvoir ou de l'opposition, aux pré requis de la démocratisation de notre pays.

La démocratie est une forme d'organisation politique traditionnellement définie, selon la formule d'Abraham Lincoln, comme le « *gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* ». Le peuple désigne la population des citoyens regroupée dans le cadre d'un territoire.

La spécificité d'un système démocratique est que les gouvernés (le peuple) sont censés être en même temps des gouvernants, associés aux principales décisions engageant la vie de la Nation. Et, c'est parce que le peuple est à la fois sujet (c'est-à-dire soumis au pouvoir politique) et souverain (détenteur de ce pouvoir) que les systèmes démocratiques sont supposés agir dans l'intérêt du peuple.

La question de savoir comment et dans quelle mesure le peuple est associé à son propre gouvernement est évidemment centrale en ce qui concerne le caractère démocratique des systèmes politiques. De l'Afrique antique en passant par l'antiquité grecque jusqu'au XIXe siècle, seul le régime qu'on appelle démocratie directe, où les lois sont débattues et votées par l'assemblée (*ekklesia*) des citoyens, pouvait être qualifié de démocratique. La désignation des gouvernants par l'élection, en réservant le pouvoir à « quelques-uns » et non « à tous », était considérée comme un procédé aristocratique. Progressivement, le gouvernement représentatif (c'est-à-dire le gouvernement exercé par les représentants du « peuple » – députés – élus par

les citoyens) va être reconnu comme une forme particulière, puis comme la seule forme de démocratie.

Les formes contemporaines de représentation électorale sont considérées comme démocratiques et, à l'exception de quelques cantons suisses qui connaissent une démocratie participative, toutes les démocraties sont, aujourd'hui, représentatives.

Cependant, les pratiques et expériences de gouvernance sous les régimes démocratiques révèlent que la formule officielle d'Abraham Lincoln selon laquelle « *le peuple gouverne* » serait un mythe. En effet, dans les pratiques de gouvernance démocratique telles que nous pouvons tous les observer notamment en France, en Belgique, en Allemagne, au Royaume-Uni ainsi qu'aux Etats-Unis, l'association effective des citoyens aux grandes décisions est limitée et leur influence est discutée. Les exemples les plus illustratifs sont les interventions militaires françaises, notamment en Côte-d'Ivoire, en Lybie, en Centrafrique et actuellement en Irak et Syrie. Idem pour les diverses interventions américaines notamment en Irak et en Afghanistan.

Face à ces pratiques de gouvernance des régimes démocratiques, l'économiste Joseph Schumpeter (1883-1950) considère à raison qu'il est difficile qu'un système politique agisse dans « l'intérêt du peuple », car il faudrait pour cela postuler que tous les membres du peuple n'ont que des intérêts communs et que les décisions gouvernementales vont toujours dans le sens de ces intérêts. Joseph Schumpeter donnera finalement une définition réaliste de la démocratie comme étant:

« un système institutionnel aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple ».

Il ressort de cette définition réaliste **qu'une organisation politique est couramment considérée comme démocratique si ses dirigeants sont élus et si ces élus disposent du pouvoir effectif.**

Le cas togolais est plus ou moins illustratif d'une telle définition réaliste, et les rapports de la Commission de l'Union européenne sur les dernières élections législatives du 25 juillet 2013 au Togo laissent conjecturer, sans aucun doute, la consécration d'une telle approche de définition qui favoriserait le détournement de la lutte pour la démocratisation effective du Togo par des partis politiques qui seraient enclins à sacrifier leur loyauté envers le peuple sur l'autel des transactions politiciennes. Le cas de Gilchrist OLYMPIO, un ex-opposant connu pour son hostilité historique au pouvoir et qui avait subitement abandonné la course pour l'élection présidentielle de 2010 est révélateur des possibles transactions politiciennes dans les stratégies et tactiques électoralistes de l'opposition démocratique togolaise. D'après le journal en ligne *togo online*, cet opposant populaire, ex-chef de file de l'opposition aurait reçu le montant de 150 milliards de franc CFA, soit le tiers du budget de l'Etat togolais, pour conclure un accord politique confidentiel ayant favorisé la déclaration de Faure GNASSINGBE comme gagnant de l'élection présidentielle du 4 mars 2010. Conclusion politique, le vote du peuple a porté sur l'élection de Faure GNASSINGBE comme président de la République togolaise.

La démocratie a puissamment contribué à la prospérité des pays dans lesquels elle est institutionnalisée. Elle a favorisé la réduction sensible de la pauvreté, l'exercice des libertés fondamentales nécessaires à l'épanouissement des personnes dans la dignité, et contribué au bien-être des peuples concernés. La démocratie constitue une force positive pour les pays en développement qui sont passés d'une gouvernance autoritaire à un régime de gouvernance démocratique.

Nous vivons dans un monde de grands paradoxes. Certains présents

ici dans cette salle n'hésiteront pas à nous dire que la Chine connaît actuellement sous un régime communiste dirigé par le seul Parti Communiste Chinois (PCC), le développement économique et social le plus rapide au monde. Vous n'avez pas tort, chers frères et sœurs. En effet, comme le disait Winston Churchill: « *La démocratie est le pire gouvernement, mis à part tous les autres* ». Il y a plusieurs problèmes inhérents à la démocratie, mais somme toute, nul ici présent ne pourra contester que lorsque le peuple est invité à jeter un regard dans la gestion des affaires de la Nation, les résultats sont toujours bien meilleurs que dans une dictature.

Dans notre pays le Togo, le déclenchement formel du processus de démocratisation, le 05 octobre 1990, comme conséquence directe du fameux discours de La Baule de François MITTERRAND était d'abord une libération. Cette première libération fut celle du rejet et de la condamnation de l'État/Parti. Mais au fond, quelle était la nature du besoin de libération du peuple togolais, quelles étaient les espérances portées par la rupture avec l'ancien régime et la mise en mouvement du processus de démocratisation?

En réalité, au-delà de tous les discours sur l'alternance politique prononcés par les politiciens apparus dans les dernières années de l'État/Parti, le rejet du régime de l'Etat/Parti par le peuple togolais a été largement le résultat d'un besoin de modernité qui doit obligatoirement se traduire par une prospérité partagée pour tous. Le rejet du régime de l'État/Parti fut aussi la condamnation d'une vision politique et d'un mode de gestion des affaires de l'État qui était manifestement incompatible avec les besoins du peuple. C'est pourquoi, le début du processus de démocratisation du Togo semblait alors ouvrir une nouvelle perspective pour une éthique nouvelle et le développement économique et social de notre pays, et partant le bien-être du peuple togolais.

Cependant, après 24 années de lutte politique, la démocratisation du Togo suscite de sérieuses préoccupations et inquiétudes auprès des filles et fils du Togo tout entier. Le Togo n'est pas un pays en bonne santé. Le

processus de changement pour un développement démocratique et économique de notre pays piétine.

Nonobstant l'introduction du multipartisme et quelques évolutions en matière des droits et libertés fondamentales, les résultats obtenus en matière de démocratisation effective des institutions de notre pays sont faibles. Les effets bénéfiques de la démocratie tardent à se révéler de sorte qu'on pourrait être tenté de conclure rapidement que la démocratie est exclusivement réservée à un peuple jouissant véritablement de sa souveraineté.

Dans la situation sociopolitique actuelle de notre pays, au vu des stratégies et tactiques politiques de tous les principaux acteurs politiques, qu'ils soient du gouvernement ou de l'opposition, la démocratie n'est pas encore perçue par les politiques comme un instrument de progrès économique et social, mais plutôt comme une passerelle d'infanterie soit pour accéder aux principaux postes politiques et administratifs du pays ou soit pour préserver certains avantages acquis sous le régime de l'Etat/Parti.

Désormais réduit à un simple jeu électoraliste pour se partager des postes politiques et administratifs en ignorance de l'existence et des aspirations profondes du peuple, le processus actuel de démocratisation de notre pays a généré des élus du peuple suite à un scrutin organisé dans le cadre d'institutions non démocratiques. Conséquence, les élus du peuple qui siègent actuellement à l'Assemblée nationale ne détiennent aucun véritable pouvoir législatif face au regard médusé et perdu du peuple qui git dans une misère indescriptible. La vulnérabilité du peuple qui en résulte et l'état de perdition et d'incertitude dans lequel se trouve aujourd'hui la jeunesse togolaise, qu'elle soit de la diaspora ou sur le territoire national, favorisent la mise en œuvre de toutes les stratégies et tactiques de manipulation à des fins électoralistes.

C'est dans ce cadre politique manifestement miné par la résistance du pouvoir à une forte démocratisation rapide et immédiate des institutions du

pays auquel s'ajoute une grave crise de confiance entre les responsables des principaux partis politiques de l'opposition démocratique que surgissent encore de nouvelles promesses électoralistes conjuguées avec l'illusion d'une victoire prochaine de l'opposition démocratique à l'élection présidentielle de 2015. Du déjà vu !

Cette stratégie électoraliste de l'opposition démocratique dans le cadre d'institutions non démocratiques conduit directement le peuple togolais, sans aucun doute, vers une impasse totale et un arrêt définitif du processus de démocratisation effective de notre pays. Dès lors, quels sont les motifs politiques et juridiques qui justifieraient l'association inconditionnelle du CRD-TOGO à toute démarche visant la participation du peuple togolais à l'élection présidentielle de 2015 qui sera organisée dans

un cadre institutionnel non démocratique et susceptible de faciliter des fraudes massives et la manipulation des résultats aux fins de préserver les seuls intérêts partisans d'une certaine élite politique, militaire et économique togolaise et leurs sbires au détriment du besoin d'une forte démocratisation du pays exprimé au quotidien par les Togolaises et Togolais ?

Le CRD-TOGO ne peut pas rester longtemps inactif face à un système politique et une opposition démocratique qui compromettent l'existence du peuple togolais dans ce contexte de mondialisation. Ce qui se passe ces 24 dernières années au Togo avec la récurrence des élections frauduleuses, les crises postélectorales, le tripatouillage constitutionnel, les transactions politiciennes et la désinformation du peuple doivent d'abord nous interpeller sur la question de l'illusion de la souveraineté du peuple togolais (1), la réductibilité du processus de démocratisation à un simple jeu électoral (2) avant d'examiner le mode alternatif pour relancer un processus de démocratisation à même de redonner l'espoir au peuple togolais (3).

1. L'illusion de la souveraineté du peuple togolais

Nous avons invoqué au début de notre exposé que c'est parce que le

peuple est à la fois sujet (c'est-à-dire soumis au pouvoir politique) et souverain (détenteur de ce pouvoir) que les systèmes démocratiques sont supposés agir dans l'intérêt du peuple. Il en résulte que lorsque le peuple n'est pas souverain, les gouvernants ne sont pas censés agir dans son intérêt. Nous nous retrouvons dans une situation très complexe dans le cas du Togo, un Etat né d'un long processus de décolonisation involontaire.

D'après Emer de Vattel « *Toute nation, qui se gouverne elle-même sous quelque forme que ce soit, sans dépendance d'aucun étranger, est un État souverain* ». Il en ressort qu'un État souverain est un État qui ne peut pas être dominé en droit par une autre puissance, c'est-à-dire par un autre Etat. Si l'Etat n'est pas souverain, le peuple ne pourra prétendre détenir la souveraineté. L'histoire coloniale du Togo semble rattraper le peuple togolais dans sa lutte pour la démocratisation. Nous manquerons du sens de la réalité si nous nous abstenons dans le cadre de cet exposé de rappeler quelques indices fondamentaux corroborant la confiscation de la souveraineté du peuple togolais.

Le fameux discours de la Baule de François MITTERAND a été prononcé le 20 juin 1990 à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la 16^{ème} Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, mais dans un contexte où la généralisation de la mondialisation au cours de la même année posait de nouveaux défis aux pays occidentaux. Dès lors, en dépit de la volonté de démocratisation des Etats africains affichée par la France, celle-ci était plutôt préoccupée par la recherche d'une nouvelle forme de rapprochement avec les États africains afin de renforcer son emprise sur les ressources africaines. Résultat, la France a renoncé à ses engagements en s'accommodant de nouveau au système de gouvernance qu'elle a façonné pour diriger le Togo depuis 1967 au nom du sacro-saint principe de la croissance économique et de la stabilité politique afin de préserver ses intérêts économiques et géostratégiques au Togo.

Dans les faits, la France et l'Union européenne prétendent toujours avoir renforcé leur coopération avec le Togo en matière de démocratisation. Quant à cette volonté d'accompagner les Togolaises et Togolais dans leur lutte pour la démocratisation du pays, il y a lieu de rappeler cette illustre phrase du Général de Gaulle : « *Nous avons changé la colonisation en coopération parce que l'objet de la colonisation qui était de créer pour la métropole des zones d'influences politico-économiques et d'assurer le rayonnement de la civilisation métropolitaine était sauvegardé par la coopération* ».

Nous voyons de facto que nul ne saurait aujourd'hui contester la dépendance du Togo de la volonté politique des puissances étrangères, plus particulièrement de la France qui, en partie, pourra éventuellement décider du succès rapide de la démocratisation de notre pays. La souveraineté du peuple togolais étant manifestement confisquée, se pose alors la question de savoir comment les Togolaises et Togolais peuvent véritablement avoir voix au chapitre de la gestion des affaires de l'État ? La formule classique du « *peuple gouverne* » d'Abraham Lincoln qui caractérise le régime démocratique ne saurait s'appliquer au Togo sans un éveil profond de la conscience du peuple togolais dans la perspective de pouvoir choisir librement ses gouvernants.

2. La réduction de la démocratie à un simple jeu électoraliste

La lutte politique démocratique n'est pas réductible à une compétition pour les postes, mais elle comporte inévitablement cette dimension. À travers les élections, ce sont des trophées qui circulent entre les principaux camps, mais c'est aussi la reconnaissance de la légitimité des titulaires des positions. L'accès aux positions de pouvoir (gouvernement, Parlement, exécutifs territoriaux) s'effectue, plus ou moins directement, à travers une lutte concurrentielle sur les votes et, plus généralement, sur le soutien des citoyens. La compétition démocratique est, dans l'ensemble, ouverte, sincère et pacifiée. Pourtant, tout au long de l'histoire de l'humanité, la violence physique a été un moyen courant de conquêtes des instruments de pouvoir. C'est donc une

propriété remarquable des démocraties que la désignation des gouvernants s'effectue à travers des élections et non plus par la guerre civile, l'insurrection, l'assassinat ou le complot. Les élections y sont sincères dans la mesure où les fraudes sont réduites. Leur résultat n'est pas connu à l'avance, et tous les acteurs en compétition peuvent formellement l'emporter, même si certains groupes possèdent davantage de ressources et bénéficient de chances supérieures de succès. Les titulaires des positions de pouvoir acceptent de s'effacer quand les résultats leur sont défavorables. Ces « règles du jeu » sont devenues « naturelles » dans les pays où elles sont institutionnalisées. Les efforts pour les instituer dans les États où elles font défaut montrent qu'il ne suffit pas de les souhaiter et de les inscrire dans une Constitution pour les imposer. Elles reposent en effet sur une organisation institutionnelle transparente et loyale.

Au Togo, en revanche, la classe politique, qu'elle soit du pouvoir ou de l'opposition, a détourné le processus de démocratisation pour le confiner hermétiquement dans le cycle infernal des élections alors que celles-ci sont toujours organisées dans un cadre institutionnel partial.

Pour conserver le pouvoir au Togo, l'ex-régime Etat/parti s'est doté d'un arsenal politique, juridique, technique, administratif et militaire visant à faciliter l'organisation d'élections frauduleuses et la validation des résultats qui en découlent. Cet arsenal qui a connu son premier succès lors de la présidentielle du 24 avril 2005 connaît désormais un perfectionnement de plus en plus croissant qui écarte le Togo de toute véritable alternance politique par la voie des élections. Cet arsenal de mascarades électorales se matérialise par une série de mesures d'instrumentalisation politique de la Cour constitutionnelle, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC).

L'efficacité du mécanisme de mascarades électorales organisé par le pouvoir repose essentiellement sur l'impartialité des conclusions hâtives des

rapports des principaux observateurs les plus influents, et susceptibles d'être les plus crédibles, notamment ceux de l'Union européenne qui ont développé une pratique d'approbation rapide de résultats manifestement frauduleux. C'est ainsi que les élections législatives de 2007 au Togo ont été qualifiées de fiables et transparentes par la Mission d'Observation Électorale de l'Union Européenne (MOE-UE) en dépit des résultats manifestement frauduleux. Lors des élections législatives du 25 juillet 2013, alors que la Mission d'expertise électorale de l'Union européenne dénonçait dans son rapport intérimaire de graves irrégularités qui ont entaché la sincérité et la transparence des résultats du scrutin, la Mission d'Observation Électorale de l'Union Européenne au Togo déclarait que : « *la Délégation de l'Union européenne tient à préciser que les informations contenues dans ce rapport provisoire ne reflètent que l'opinion d'experts électoraux indépendants. Elles ne peuvent en aucun cas être considérées comme les positions officielles de l'Union européenne* ». Un tel démenti ambigu du rapport accablant des experts sur le mécanisme de mascarade électorale du pouvoir par les observateurs « politiques » de l'Union européenne n'est pas de nature à favoriser l'utilisation des élections comme instrument de changement démocratique au Togo sans les réformes institutionnelles nécessaires. Pourtant, toute la classe politique togolaise semble encore ignorer cette évidence et s'est mise dans la course aux stratégies et tactiques électoralistes sans la moindre inquiétude quant à l'issue des résultats déjà connus de tous les citoyens. L'opposition démocratique togolaise, manifestement complice du pouvoir, obstinément aveuglée par sa recherche de postes politiques et administratifs, ignore la souffrance du peuple et semble nous conduire dans les profondeurs de l'abîme politique du pouvoir.

3. Solution pour sortir de l'impasse

L'un des principaux défis majeurs à relever pour tirer le meilleur parti du processus de démocratisation de notre Pays réside dans la nécessité des réformes institutionnelles et constitutionnelles avant toutes nouvelles élections.

Trop souvent, les gouvernants attendent qu'une grave crise éclate pour que des réformes soient entreprises - mais le prix à payer est alors plus lourd pour toutes les parties concernées. Nous devons éviter un tel scénario pour le peuple togolais qui a trop longtemps souffert.

Nous qui sommes ici présents à cette Université populaire, tout ce qui précède nous renvoie à la nécessité d'informer nos frères, sœurs et nos parents, et les convaincre de l'intérêt des réformes avant toutes éventuelles élections au Togo ou de les laisser entrevoir ce qu'il coûterait d'y renoncer.

Nous avons tous l'obligation de défendre l'avenir de notre Pays, le Togo.

Je vous remercie de votre attention et vous invite à me faire part de vos questions et de vos commentaires.

« Communication Première Université populaire du CRD-TOGO, Bruxelles le 04 octobre 2014. »

Mesdames, Messieurs, chers compatriotes et invités,

L'honneur nous a été donné par le comité préparatoire de la Rencontre citoyenne togolaise de Bruxelles, de vous présenter la communication sur la thématique << Etablir la confiance entre l'armée et le peuple >>.

Nous tenons avant toute chose à présenter toute notre gratitude à la Coordination du CRD-TOGO et du Mouvement KEKELI, à plusieurs responsables d'associations et partis ici présents de même qu'aux membres des mouvements que nous coordonnons entre autres la Ligue pontificale, le réseau d'information catholique d'Afrique et du Proche Orient et l'association humanitaire Maison africaine de l'enfant France et son antenne togolaise.

Chers invités, << établir la confiance entre l'armée et le peuple >> est un sujet très complexe et lourd à débattre. Car comment traiter une telle thématique sans toucher aux intérêts politiques des uns et des autres ? Comment l'exposer pour ne pas être étiqueté de tous les termes politiques en « isme »: tribalisme, népotisme, fascisme, nazisme, communisme pour ne citer que ceux-là ? Et enfin, pourquoi un tel sujet est-il si complexe à traiter ?

Mesdames, Messieurs, chers compatriotes et invités,

La complexité de notre sujet du jour est due à plusieurs raisons.

Tout abord, le tribalisme chronique qui caractérise toutes les forces armées africaines en général et togolaises

en particulier. Contrairement aux armées classiques occidentales, le tribalisme est le socle fondamental de ces armées africaines nées aux lendemains des pseudo-indépendances politiques. Ce qui fait que l'homme en uniforme togolais ne s'identifie pas à l'idée républicaine de la nation, ni du patriotisme ou encore de la notion du vivre ensemble. Son idéal c'est son chef de clan, de sa tribu, le chef suprême des armées qui est également président de la république. Tout autre personne qui conteste la gestion ou critique son chef, est un ennemi pour lui à abattre.

L'exemple de l'ethnie kabyè dans l'armée togolaise illustre bien le prototype de l'homme en uniforme que nous venons de vous décrire qui est semblable à celui des miliciens de villages. Pourtant, le Togo est une république qui compte une quarantaine d'ethnies dont les kabyè. Cette dernière qui représente moins de 10% de la population s'accapare de plus de 65% des postes de commandement dans les forces armées togolaises soit tous les corps réunis. Plus de 75% du corps de la garde présidentielle est essentiellement composé de cette même ethnie kabyè. Le recrutement dans cette armée nationale qui doit en principe être républicaine s'effectue de manière népotique et tribaliste sur ce que le commun des Togolais appelle << le mendéfrérisme >> c'est-à-dire << cette tendance à privilégier ses frères de même famille, de même ethnie, dans la postulation d'une fonction dans l'armée ou l'administration, sans tenir compte des critères de compétence requis >>. Nous ne serons pas très exhaustifs et nous nous en tiendrons ici de ne pas donner les effarantes statistiques récentes et révoltantes pour des raisons évidentes liées à la défense nationale. Car ce n'est pas le but de notre communication de ce jour. Toutefois il est important de souligner également que le mendéfrérisme a permis au feu potentat togolais Eyadema Gnassingbé et son fils de successeur Faure Gnassingbé, d'instrumentaliser cette armée togolaise qui est devenue tribale et monoethnique à des fins stratégiques de conservation de leur pouvoir dictatorial voire personnel.

La deuxième raison est l'obstacle que constitue cette armée togolaise instrumentalisée et manipulée à outrance à travers son ingérence intempestive dans le débat politique depuis l'enclenchement du processus démocratique en automne 1990 jusqu'à ce jour, rendant ainsi impossible l'instauration de la démocratie réelle sur la terre de nos aïeux. Les différents coups d'Etat contre les institutions de la transition entre autres le coup de force contre la primature en décembre 1991, le scandale de la lagune de Bè, les attentats de Soudou, les séquestrations des Hauts conseillers de la république, la présidentielle de 2005 et ses violences, pour ne pas citer que ceux-là en sont des exemples flagrants.

L'omnipotence des polices politiques que sont le service de renseignements de cette armée togolaise. En effet le service de renseignements de toute armée, couvre deux aspects : l'espionnage et le contre-espionnage. Il a une mission stratégique majeure : la connaissance et l'anticipation, dans la défense des intérêts nationaux. Pour une telle mission stratégique, il doit recruter des femmes et hommes de compétences diverses, de disciplines variées et de surcroît patriotes tels que les linguistes, les cryptologues, les économistes, les sociologues, les psychiatres, les psychologues, les diplomates, les juristes, les mathématiciens, les physiciens, les scientifiques, les informaticiens, les chimistes, et certains cadres de l'armée et de la police, plus quelques hommes << les messieurs et mesdames tout le monde >> pour constituer le renseignement humain qu'on appelle HUMINT ou human intelligence. Les hommes et femmes de service de renseignements d'un pays sont des élites de la nation. Ce sont des éclaireurs, les yeux et les oreilles des politiques. Or le service de renseignements togolais entre autres l'agence nationale de renseignement (ANR) que certains médias togolais, mal informés en la matière, nomment abusivement, services secrets ne sont que des polices politiques, voire des groupes de miliciens très tribalisés. Il est composé de nos jours à plus de 75% de militaires kabyè, recrutés sur une base ethnique qui ne défendent que les intérêts de Faure Gnassingbé, le supposé chef du clan kabyè. A eux, s'ajoutent quelques prostituées, informaticiens et messieurs et mesdames tout le monde comme agents sans couverture qu'on appelle dans le jargon de renseignements << les illégaux >>. Ce sont ces hommes hétéroclites, que Faure Gnassingbé, chef de tribu et autoproclamé président de la république, assigne au détriment de la mission classique de tout service de renseignement respectable comme la Sainte Alliance du Vatican, la CIA américaine, le Mossad israélien, MI5-MI6 anglais, avec pour tâches de détecter et d'assassiner les opposants politiques, les militants des droits de l'homme opposés à son pouvoir. Certains d'entre vous trouveront ces missions dérogatoires et contradictoires, et ils auront raison. Pire, le Togo n'est pas doté d'une communauté de renseignements qui regroupe en un organisme tous les départements et sous départements d'espionnage et de contre espionnage, y compris ceux

de l'armée et de la police, responsables devant la représentation nationale. Le service de renseignements togolais sous le contesté chef d'Etat Faure Gnassingbé n'est qu'un groupe de tueurs à gage et de délateurs. En témoignent les assassinats de Tavio Amarin, de l'ex ministre, confrère et aîné Atsutsé Agbobli, l'arrestation de Bodjona ou l'affaire des incendies des marchés voire celle en cours depuis le 16 septembre dernier de l'exil du commandant Olivier Poko Amah.

Et enfin le manque de moralité institutionnelle des hommes en uniforme. La moralité institutionnelle est le gage d'une démocratie pérenne en ce sens que toute institution républicaine exige une probité, qui est un droit mais surtout un devoir. Elle nécessite aussi le respect et l'acceptation des institutions démocratiques, et par-dessus tout, les droits fondamentaux de l'homme. Or, au Togo, pour une simple critique proférée à l'encontre de la gestion du pouvoir des Gnassingbé, l'homme en uniforme souvent d'ethnie kabyè s'octroie le droit d'assassiner de paisibles citoyens.

Mesdames, Messieurs, chers compatriotes et invités,

Ce sont quelques-unes des raisons qui ont hypothéqué l'avènement de la démocratie au Togo depuis plus de deux décennies, et subséquemment la césure du cordon ombilical entre l'armée et le peuple. Pour le peuple togolais, les forces armées togolaises sont un groupe de criminels, de tribalistes et d'antipatriotes. Et, il a raison de concevoir l'armée togolaise de la sorte au vu de l'histoire récente de notre pays. Le Togo se retrouve dès lors dans une situation où l'armée et le peuple se regardent comme des adversaires, je dirai en chiens de faïence. Il est impossible dans ces conditions pour un civil d'entreprendre une initiative sans être accusé par le pouvoir d'organiser un coup d'Etat imaginaire. Cela démotive tout togolais épris par un esprit de réconciliation entre l'armée et le peuple, en ce sens qu'il se heurte à cette difficulté de taille ancrée dans notre imaginaire collectif au Togo. Celle de paraître pour un commanditaire de coup d'Etat chimérique !

Aujourd'hui, au regard des enjeux géopolitiques et stratégiques actuels, (menace de Boko Haram, guerres par procuration entre les puissances, guerres monétaires, pandémie Ebola avec en filigrane la diplomatie militaire américaine, ..) nous ne pourrions pas en tant que patriotes togolais rester dans ce statu quo, et il y a une nécessité d'établir promptement la confiance entre l'armée et nous, le peuple. Je dirai un impératif que nous partageons, mêmes si certains d'entre nous ne veulent pas assumer la responsabilité publiquement, de peur de paraître comme je l'affirmais tout à l'heure, de commanditaires d'un supposé coup d'Etat. Cet état de fait nous a contraints à des examens de conscience personnels nous amenant aux diagnostics suivants :

1- L'après règne des Gnassingbé sera très difficile à gérer et conduira notre pays, si nous ne prenons garde, inexorablement vers une explosion socio-politique. Car au lendemain de ce départ des Gnassingbé, nous aurons trois bombes à fragmentation à neutraliser en raison de l'instrumentalisation de l'armée mono-ethnique et du mendéfrérisme : l'armée, la fonction publique et les services secrets. Sans la neutralisation de ces trois bombes, notre pays le Togo, n'aura guère de perspective d'avenir dans le concert des nations. Certains d'entre nous, dans leurs analyses politiques, minimisent ces trois problématiques majeures indispensables à résoudre avant toute transformation véritable de la société togolaise. Il ne s'agit pas d'amuser les militants avec des mots tels que : alternance, élection présidentielle, candidat unique, candidat stratégique, leader naturel de l'opposition, la CENI, les observateurs, pour ne citer que ceux là.

Avant de mettre le focus sur l'enjeu de l'alternance pour le Togo, les forces démocratiques compte-tenu de l'histoire politique de notre pays, doivent au préalable planifier les réformes qui permettront de neutraliser ces bombes à savoir la réforme de la fonction publique (mettre fin au mendéfrérisme, mettre les Togolais au travail en pratiquant une discrimination positive), la réforme de l'armée et des services secrets (c'est-à-dire détribaliser ces deux corps, leur attribuer des missions nouvelles compte tenu des nouveaux enjeux géopolitiques et géostratégiques, créer une commission parlementaire pour les renseignements qui dans sa mission de contrôle, auditionnera régulièrement nos services secrets (hélas aujourd'hui une organisation hors la loi) et, l'indemnisation des victimes de toutes les violences politiques que le Togo a connues depuis 1956. Mais ces réformes devront s'effectuer selon un agenda bien précis et conséquent. Ce qui est loin d'être une tâche facile qui requiert du discernement, de l'humilité, du consensus et suffisamment de patriotisme.

2- De nos jours, le citoyen togolais ne croit plus aux hommes politiques qui ne défendent que leurs intérêts. Nos villages et villes ont des problèmes multidimensionnels tels que l'assainissement en eau potable, l'électricité, la pénurie des écoles de base, des dispensaires et l'enclavement. Il les considère comme des ventocrates aux services leurs intérêts privés et de l'Etranger.

Je prends le cas du village DAMANDO dans la préfecture de Bassar situé à 25km de Bitchabé qui manque de tout (eau potable, école de base, dispensaires, routes, marché), obligeant les habitants essentiellement agriculteurs à aller vendre leurs ignames au Ghana, faute de route ou pistes conduisant à Bassar ou Bitchabé. De plus, les enfants de DAMANDO se lèvent à 4 h du matin pour pourvoir parcourir 7km de marche à pied qui mènent à leur école de base la plus proche sur le territoire ghanéen qui est anglophone. Pourtant la préfecture de Bassar selon nos cloisonnements compte 6 milliardaires en Franc CFA et au moins deux députés. Le deuxième exemple, de ce dégoût du citoyen togolais envers les politiciens, est le cas du trafic de sérum anti venimeux organisé au sein du centre hospitalier régional de la ville de Kara qui entraîne de kyrielles de morts dus aux morsures de serpents. Vous ne trouverez pas de sérum anti venimeux dans les pharmacies de la ville de Kara, pourtant un seul monsieur non pharmacien, les vend avec la complicité de certains notables locaux à des prix exorbitants. Cependant la ville de Kara compte 37 milliardaires en Franc CFA dont certains ont des caves de vins et de champagnes rares.

3- Dans l'armée il y a des hommes et des femmes capables de combler ce vide laissé par les ventocrates de politiciens aujourd'hui dégoûtés par les citoyens. A travers ces hommes et ces femmes, nous pourrions créer une passerelle entre le peuple et l'armée par le biais de deux unités que sont le génie militaire et le service de santé militaire.

L'unité de génie militaire a généralement pour mission technique de soutenir des corps d'armée sur les théâtres d'opérations. Elle a pour but également de protéger la population civile. Les hommes de génie militaire qu'on appelle communément les Ingénieurs de Combat, sont des pionniers, des spécialistes des techniques de génie civil et de leur mise en œuvre dans des conditions de bataille. Elle accomplit une myriade de tâches dont les constructions des fortifications, les réparations de routes, de ponts, de voies de chemins de fer ou toute infrastructure de transport, la pose de ponts artificiels ou la destruction de champs de mines, pour ne citer que ceux-là. Elle facilite la mobilité des autres corps d'armée et obstrue les mouvements des forces ennemies tels que le sabotage des lignes de chemins de fer ou des ponts d'un fleuve ou rivière. L'exemple historique de l'unité de génie militaire au 20^e siècle reste les opérations <<Amphibies>> pendant la seconde guerre mondiale. En effet, en novembre 1943 se tenait à Téhéran (Iran), la conférence Eureka qui réunissait pour la première fois, le premier ministre anglais Winston Churchill, l'américain Delano Roosevelt et le soviétique Staline sur les options stratégiques de l'année 1944. Ils ont alors décidé de mener la double opération dénommée Amphibie à savoir l'opération Overlord à travers le débarquement en Normandie via la Manche et l'Anvil en Méditerranée de façon à prendre l'occupant nazi en tenailles. La réussite de ces opérations Amphibie a été très décisive pour la victoire des forces armées alliées qui ont bénéficié d'énormes soutiens logistiques (pont artificiels, machines de travaux publics, engins de destruction des forteresses et fortifications allemandes dans la France occupée) par les unités de génie militaire du commandement allié. Certes au Togo, en raison de handicaps que j'ai évoqués plus haut, la haute hiérarchie militaire ne privilégie pas la mise en place d'une vraie unité de génie militaire efficace et performante au service d'une vraie armée républicaine formée pour le combat et la protection civile. L'exemple de l'humiliation donnée à l'armée togolaise par les unités de génie militaire de l'armée ghanéenne et française lors des inondations d'octobre 2010 au TOGO est encore dans les mémoires tout comme celui des sapeurs pompiers ghanéens venus éteindre en janvier 2013 l'incendie criminel du grand marché de Lomé.

Le service sanitaire de l'armée, qui est l'autre unité dont nous avons besoin, est quant à lui une composante du soutien logistique classique aux corps d'armée. Elle concourt au soutien sanitaire des militaires en toutes circonstances aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Elle mène en outre des actions humanitaires et des interventions d'urgence en cas de catastrophes naturelles entre autres les épidémies, les guerres bactériologiques, les vaccinations et les constructions des hôpitaux de campagne pour ne citer que ceux-là. A titre d'exemple, elle pourrait actuellement intervenir auprès de nos populations dans les campagnes de prévention contre la pandémie de fièvre hémorragique Ebola en installant dans nos villes et campagnes des centres de dépistage, des conseils de prévention, voire les premiers secours. Ce qui est loin d'être le cas actuellement dans notre pays. La quasi-totalité des politiciens parlent de la présidentielle de 2015 sans se soucier des préoccupations urgentes de l'écrasante majorité des togolais.

Mesdames, Messieurs, chers compatriotes et invités,

Comme vous l'avez constaté tout au long de notre intervention, s'il y a des divergences de points de vue sur

la conduite des affaires de notre pays entre l'armée et le peuple, il n'en demeure pas moins qu'il y a un lien qui nous unit, et qui reste et demeure la mère patrie, le Togo. Ensemble, nous devons apprendre à la défendre autrement par-dessus tout. Ainsi naîtront de nouveaux rapports qui ramèneront enfin la confiance entre le peuple et l'armée.

Nous entendons travailler ardemment à cela. C'est pour cette raison que de commun accord avec la Coordination du CRD-TOGO nous avons initié dans le cadre de cette rencontre citoyenne togolaise de Bruxelles la présente communication intitulée << Etablir la confiance entre l'armée et le peuple >>. Ainsi à travers, ces deux unités des forces armées républicaines du Togo, que nous venons de décrire brièvement, lesquelles serviront de tête de pont dans cadre d'un véritable processus de réconciliation durable armée-nation. Certes il y a eu dans le passé de pseudo-réconciliations armée-nation de façade en 1993 et 2006 marquées par de simples journées porte ouverte ou sportive. Mais celle que nous vous proposons, est le projet dénommé << PERITUS >> qui est un plan quinquennal républicain 2015-2020. A travers le projet PERITUS, l'armée togolaise sera au service du développement du pays en étant proche des citoyens via ces deux unités sus mentionnées pour asseoir une véritable réconciliation durable. Une cellule stratégique dénommée << PATRIS >> sera chargée de planifier l'opérationnalisation du projet. Elle pourra regrouper des représentants d'associations et ou toute personne de bonne volonté ayant une vocation humanitaire avec le concours du ministère togolais de la défense. L'adhésion d'une association à cette cellule de planification sera conditionnée à des cotisations mensuelles qui serviront aux financements de certains aspects du plan quinquennal républicain.

Je vous remercie.

Sylvain Sasse

Journaliste d'investigation, Conseiller Particulier du CRD-Togo